Communiqué de presse: Parempuyre, appliquons le principe de précaution

Suite au reportage de France 2 du 02/01/2019 sur l'implantation d'un collège à Parempuyre dans lequel il a été montré par un laboratoire indépendant la présence de pesticides (dont certains interdits) dans les maisons situées en face de la propriété viticole mitoyenne du terrain prévu, nous demandons qu'au nom du principe de précaution concernant des adolescents en période pubertaire :

- soit la mairie de Parempuyre et le Conseil départemental de la Gironde négocient la conversion au bio de l'exploitant concerné,
- soit ils décident de trouver un autre lieu d'implantation du futur collège.

Nous demandons aussi aux représentants de la profession siégeant au CIVB de prendre position dans cette affaire.

Par ailleurs nous rappelons que nos organisations ont demandé l'an passé au Préfet de la Gironde-Préfet de Nouvelle Aquitaine d'instaurer une zone de 200 m sans épandage de produits CMR* ou PE** autour des établissements sensibles dont les établissements scolaires. Cette demande, motivée par une enquête similaire dans une école et des habitations du Médoc**, n'a jusque là pas reçu de réponse positive. Elle s'avère de la plus haute actualité.

* CMR : cancérigène, mutagène, reprotoxique ; PE : perturbateur endocrinien.
** enquête HAPPI

Bordeaux, le 3 janvier 2019